



## Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD

## **Solidarités - Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI-3M) - Constitution d'un groupement d'intérêt économique entre ACM Habitat, FDI Habitat et la SFHE dédié à la sécurité et à la tranquillité résidentielle des immeubles d'habitation - Approbation**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis plusieurs mois, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, étudie les modalités de création d'une structure dédiée à la sécurité privée des immeubles d'habitation dont il est propriétaire et qu'il gère.

L'objectif poursuivi étant de faire assurer la tranquillité résidentielle par des agents agréés, qui feraient respecter le règlement intérieur des immeubles et préviendraient les occupations illicites des parties communes par une station debout passive. Ces agents travailleraient en lien avec les partenaires institutionnels pour les faits relevant de la prévention de la délinquance. Il s'agit là d'activités réglementées par le Code de sécurité intérieure (CSI), et plus précisément par les articles L. 611-1 et suivants dudit code, qui doivent être prises en charge par une société civile ou commerciale agréée à cet effet.

Les droits à faire des organismes HLM étant strictement encadrés, notamment en termes de filialisation et de prises de participations, la solution qui s'est dégagée consiste en la constitution, avec d'autres organismes HLM ou assimilés d'une structure de coopération, et plus précisément d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE), sur le fondement de l'article L. 423-6 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) et régi par les dispositions du Code de commerce (articles L. 251-1 et suivants).

Les membres fondateurs du GIE à constituer seraient les suivants :

- **ACM Habitat** dont le parc locatif comprend près de 22 000 logements ;
- **FDI Habitat**, entreprise sociale pour l'habitat (ESH) dont le parc comprend 7 361 logements au 31 décembre 2021 en Occitanie. Son actionnaire de référence est FDI SACICAP, société anonyme d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété ;
- **La Société Française des Habitations Economiques (SFHE)**, entreprise sociale pour l'habitat (ESH) dont le parc comprend près de 13 000 logements en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse, Auvergne Rhône-Alpes, Occitanie. Son actionnaire de référence est le Groupe ARCADE-VYV, société anonyme de l'économie sociale et solidaire ;
- **CDC Habitat**, société anonyme d'économie mixte dont le parc comprend plus de 531 800 logements gérés sur le territoire national. Son actionnaire de référence est le Groupe CAISSE DES DEPOTS ;
- **ERILIA**, entreprise sociale pour l'habitat (ESH) dont le parc comprend 65 000 logements principalement dans le sud de la France et dont l'actionnaire de référence est HABITER EN REGION (Groupe Caisse d'Epargne) étudie actuellement l'opportunité de participer au GIE. Plusieurs immeubles sont en cours d'évaluation.

En sa qualité de collectivité de rattachement de l'OPH ACM Habitat, il appartient à Montpellier Méditerranée Métropole d'autoriser son Office à constituer avec les Membres susmentionnés un GIE régi par un projet de contrat constitutif et de règlement intérieur. Le Conseil d'Administration d'ACM Habitat réuni le 27 juin 2022 a approuvé le principe de création d'une telle structure, plus souple et plus facile à mettre en œuvre que la structure sociétaire.

Le GIE, doté de la personnalité morale, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés, permet en effet une mise en commun sans perte d'autonomie juridique et des caractéristiques propres de ses membres, en vue de développer leur propre activité, et d'améliorer et accroître les résultats de celle-ci.

Le GIE n'a pas vocation à réaliser des bénéfices pour lui-même ni à développer une clientèle ou un fonds de commerce propres.

Les activités du GIE doivent répondre aux conditions suivantes :

- Elles doivent s'inscrire dans le cadre de l'objet social des membres ;
- Elles doivent être exercées exclusivement pour le compte des membres ;
- Elles n'ont pas pour objet ou pour conséquence que le GIE développe d'autres activités que celles déployées par les membres.

Il sera souligné que, à l'égard des tiers, les membres d'un GIE sont indéfiniment et solidairement responsables des dettes de ce dernier, dès lors qu'elles entrent dans son objet social, sur leur patrimoine propre.

Le GIE aura pour dénomination sociale : Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI-3M).

Son siège social sera fixé 407, avenue du Professeur-Etienne-Antonelli à Montpellier, actuel siège d'ACM Habitat.

Le Groupement ne dispose pas de capital social. Les droits de vote à l'Assemblée Générale seront proportionnels au montant de leur contribution financière.

L'ensemble des membres, qu'ils soient fondateurs ou adhérents intégrant le GIE ultérieurement, s'engagent toutefois à ne pas se retirer du Groupement pendant une durée d'au moins 5 ans à compter de son immatriculation.

Les instances de gouvernance du GIE inscrites dans le contrat constitutif sont :

- Un Conseil d'Administration composé de 5 administrateurs au moins (correspondant au nombre de membres fondateurs + 1 siège) et de 9 administrateurs au plus, étant précisé que les Membres Fondateurs sont de plein droit représentés au Conseil d'Administration ;
- Une Assemblée Générale composée de tous les Membres du Groupement, et plus précisément d'un représentant de chaque Membre.

Plus précisément, il est prévu dans le règlement intérieur, la répartition suivante pour le Conseil d'Administration :

<b>Membres Fondateurs</b>	
Pour ACM HABITAT	2 sièges
Pour FDI HABITAT	1 siège
Pour la SFHE	1 siège
Pour CDC HABITAT	1 siège
<b>Membres Adhérents</b>	
	Jusqu'à 4 sièges, dans la limite d'1 siège par Membre Adhérent

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la constitution du groupement d'intérêt économique Groupement Sûreté Résidentiel Interbailleur de Montpellier Méditerranée Métropole (GSRI-3M), dont les membres fondateurs seront l'OPH ACM Habitat, l'ESH FDI Habitat, la Société Française d'Habitation Economique SFHE et CDC Habitat dédié à la sécurité privée et à la tranquillité résidentielle des immeubles d'habitation leur appartenant ;
- D'approuver les termes du contrat constitutif et du règlement intérieur du GIE ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. William ARS, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Yvon PELLET, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210987-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- GIE - Règlement Intérieur v 18.11.2022.docx
- Statuts GIE-18.11.2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.